

# Le Rappel

du Morbihan

JOURNAL DE GAUCHE ■ BI-MENSUEL D'INFORMATIONS ET DE DÉBATS ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE

## EDITORIAL



Par  
**Odette  
Herviaux**  
Secrétaire fédérale  
à l'Agriculture, à la Pêche  
et aux Espaces ruraux  
et maritimes

### Les leçons d'un débat

Lorsqu'en 2004, au soir des dernières élections européennes, chacun des partis politiques en présence se félicitait de ses résultats, le taux d'abstention aurait dû nous inquiéter fortement : l'Europe ne semblait pas intéresser les Français !

C'est sûrement dès ce moment-là, comme 5 ans plus tôt, que nous, élus et militants, aurions dû commencer à faire preuve de pédagogie et à mettre l'Europe, son fonctionnement et son avenir, au cœur de notre projet politique.

Comment peut-on reprocher aux citoyens de ne pas s'intéresser à l'Europe, lorsque dans le même temps certains responsables politiques se dégagent de la responsabilité de leurs décisions en accusant "Bruxelles" - c'est toujours plus facile ! - et n'en parlent que comme d'une pompe à subventions ou d'une technocratie tatillonne. Plus de souffle, plus de rêve pour l'Europe ; même l'entrée des 10 nouveaux pays n'a pas soulevé d'enthousiasme, à peine une toute petite fête ridicule à Paris pour ce grand moment.

A l'heure où les jeunes générations ont vraiment besoin de repères autres que ceux véhiculés par notre T.V. américanisée, de valeurs autres que celles d'une mondialisation au rabais, bref un besoin d'idéal, avons-nous su leur faire partager notre foi en une Europe plus forte, plus unie, plus sociale, plus démocratique ?

Il n'est jamais trop tard, certes, et le débat au sein de notre parti, suivi de la campagne actuelle, nous permettent enfin de parler de l'Europe, d'en parler avec conviction, avec enthousiasme, avec passion mais aussi sans hypocrisie et avec lucidité sur les difficultés qui nous attendent pour atteindre cette Europe que nous voulons.

- Premier handicap : les petits calculs de certains - rêve de carrière très nationale, validation d'une politique refusée par de plus en plus de Français ou volonté de semer la confusion dans l'esprit de ceux qui sont le plus en difficulté ;

- Deuxième handicap : la tribune offerte par cette campagne à tous ceux qui ont des comptes à régler avec les "politiques" comme ils disent et qui ne reculent devant aucun mensonge, aucune peur pour véhiculer une image désastreuse de l'Europe et se délectent de pouvoir "casser" du socialiste.

Malgré tout cela, ces moments de débat sont toujours positifs. Nos concitoyens sont très demandeurs d'informations, ils viennent à nos réunions, posent des questions, débattent sereinement. Espérons que ce référendum permettra d'abord de répondre uniquement à la question posée : pour ou contre le traité qui fait avancer l'Europe, mais ensuite, qu'il donnera envie à tous de continuer à se passionner pour cette aventure extraordinaire.

Alors au lendemain du référendum, dans nos débats pour construire notre futur projet politique, n'oublions pas l'Europe : c'est notre avenir !

## Les socialistes du Morbihan se mobilisent pour le Oui

**Dernière ligne droite avant le 29 mai : les socialistes morbihannais intensifient la campagne en faveur du Oui au référendum. La Fête de la Rose du 1<sup>er</sup> mai a été une nouvelle fois un moment de mobilisation important au sein de la Fédération, un Comité des Femmes morbihannaises pour le Oui a également été créé et un dernier grand rendez-vous est programmé, le 25 mai prochain à Lorient, autour notamment de François Hollande, Jean-Yves Le Drian et Bernard Poignant.**

400 militants et sympathisants socialistes morbihannais se sont déplacés à Inzinzac-Lochrist pour cette nouvelle édition de la Fête de la Rose sous la halle des Forges. Daniel Moaligou, secrétaire départemental de la CFDT et d'autres responsables, étaient également présents.

Après l'accueil de **Jean-Pierre Bageot** et le message des Jeunes socialistes (voir page 3), **Gwendal Rouillard** - Premier secrétaire fédéral, a appelé les Morbihannais à voter Oui le 29 mai, évoquant les avancées majeures contenues dans ce texte : les progrès institutionnels permettant d'améliorer la démocratie européenne, les progrès sociaux avec la Charte des Droits fondamentaux... Il a également appelé à la responsabilité au regard des conséquences d'un résultat négatif : "il n'y a pas de plan B, aucune alternative en cas de victoire du non : pas d'autres partenaires, pas d'autre méthode et pas de calendrier, seulement l'impasse et l'isolement", a-t-il précisé.



Des élus socialistes morbihannais présents à la Fête de la Rose se sont réunis à l'issue des interventions pour affirmer leur position en faveur du Oui au Traité constitutionnel.

**Jean-Yves Le Drian** a, quant à lui, défendu le "Oui breton de gauche", rappelant que "l'avenir de la Bretagne passe par le Oui". Il a en effet relevé les nombreux points positifs du texte concernant les Régions : cohésion territoriale comme nouvel objectif de l'Union, reconnaissance de la diversité culturelle et du fait régional... Pour mémoire, il a également rappelé que la Bretagne bénéficie de fonds européens importants : 1 milliard d'euros depuis 1986 pour son développement, 470 millions d'euros par an via

la Politique Agricole Commune, sans oublier les poids déterminant des politiques environnementales (directives Eau par exemple), en faveur de la sécurité maritime, etc.

**Elisabeth Guigou** était l'invitée de marque cette année. La députée de Seine-Saint-Denis, spécialiste des questions européennes, a défendu vigoureusement le Oui au Traité, en évoquant tout particulièrement les avancées majeures du texte en faveur des femmes européennes (voir page 2).

### MEETING RÉGIONAL

#### POUR LE OUI AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN

**Mercredi 25 mai**

**François Hollande** - Premier secrétaire national  
**Alain Hutchinson** - Député socialiste européen belge  
**Bernard Poignant** - Député européen  
**Michel Rocard** - Député européen  
**Jean-Yves Le Drian** - Président de la Région et Député  
**Gwendal Rouillard** - Premier secrétaire fédéral  
**à 20h00 à Lorient**

Espace Cosmao Dumanoir

(Interventions sous-titrées pour public sourd et malentendant)

## Agenda des réunions publiques pour le Oui au traité constitutionnel

### Mardi 24 mai - Le Faouët

Réunion publique avec **Odette Herviaux** - Sénatrice et Vice-présidente de la région - et **Gwendal Rouillard** Salle polyvalente - 20h30

### Lundi 23 mai - Férel

Réunion publique avec **Gwendal Rouillard** - Premier secrétaire fédéral et **Nicolas Le Quintrec** - animateur de la circonscription Salle du Pressoir - 20h30

### Vendredi 20 mai - Auray

Réunion publique avec **Gwendal Rouillard** - Premier secrétaire fédéral - Salles L et M - rue du Penher

### Jeudi 19 mai - Questembert

Réunion publique avec **Paul Paboëuf** - Maire et Président de la Comm. de communes, **Robert Goebels**, Député socialiste européen du Luxembourg et **Gwendal Rouillard**

### Mercredi 18 mai - Ploemeur

Salle Alan Meur - 20h30  
Réunion publique avec **Loïc Le Meur** - Maire et Conseiller général, **Odette Herviaux** et **Gwendal Rouillard** Salle Port Blanc au Centre Océanis (Bd François Mitterrand) - 20h30

## Nantes

Meeting du "Oui" au Traité constitutionnel européen

avec **Jean-Marc Ayrault**  
**François Hollande**  
**Lionel Jospin**

**Jeudi 19 mai 2005**  
**19h00**

Parc des expositions de La Beaujoire (entrée libre)

# OUI AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

## Les Femmes s'engagent pour le Oui au Traité

*Le Traité constitutionnel offre des avancées importantes concernant les droits des Femmes en Europe. A ce titre, les femmes sont particulièrement mobilisées pour promouvoir le Oui au référendum. Elisabeth Guigou - qui était invitée cette année à la Fête de la Rose - a mis en place un Comité national des femmes de gauche pour le Oui, qui fait écho localement puisqu'un Comité départemental a également été constitué dans le Morbihan.*

A la base de ce Comité, un Manifeste des femmes de gauche pour le Oui permet de préciser les raisons d'adopter ce traité. En effet, il rappelle tout d'abord que de nombreuses mesures en faveur des droits des femmes ont été adoptées grâce à l'Europe, en affirmant la lutte contre les discriminations à l'embauche et au travail (directive de 1976) ou en renforçant les moyens de lutte contre les violences faites aux femmes, pour ne citer que ces deux exemples.

### La Constitution européenne va encore plus loin en notre faveur

*"La Constitution européenne est bien plus riche sur les droits des*

*femmes que notre Constitution nationale !", nous rappelle Elisabeth Guigou. Dès le deuxième article (I-2), elle place l'égalité femmes/hommes au nombre de ses valeurs.*

Elle sanctionne les discriminations (art. II-81), défend la conciliation entre travail et vie familiale (art. II-93) et autorise des actions positives en faveur "du sexe sous-représenté" (art.II-83).

### Les politiques nationales tirées vers le haut par l'Europe

L'Union Européenne crée une émulation entre les pays membres en matière d'égalité femmes/hommes. Pour exemple, la quasi égalité qui règne dans les pays nordiques a



**Elisabeth Guigou** - Initiatrice du Comité national des Femmes de gauche pour le oui

poussé les autres Etats à prendre des mesures volontaristes. Certes, des inégalités subsistent mais quand l'Europe intervient, c'est pour contrecarrer les tendances nationales discriminatoires et non pour les accentuer.

### Trop de contrevérités avancées par les défenseurs du Non

On a entendu ici et là que le droit à l'avortement ou encore le droit au divorce allaient être remis en cause par ce traité. C'est bien évidemment faux : ces articles inspirés de la Convention européenne des Droits de l'Homme n'ont jamais permis une quelconque remise en cause de ces droits... Par contre, le texte laisse la possibilité aux Etats-membres qui le souhaitent, d'adopter une législation favorable au mariage homosexuel, ce qui est une garantie non négligeable !

*Vous pouvez trouver l'intégralité du Manifeste des femmes de gauche pour le Oui à l'adresse suivante : [www.ouisocialiste.net/](http://www.ouisocialiste.net/)*

## Avec les Femmes, venez dire Oui au traité constitutionnel

**Mardi 17 mai 2005**  
**de 11h à 13h**  
**sur le parvis du Trocadéro à Paris**

Un orchestre de femmes, un lâcher de ballons, des lectures de textes de femmes ponctueront cette manifestation.

En présence de François Hollande et de nombreuses élues françaises et européennes, femmes de la société civile, artistes...

Déjà invitées à ce rassemblement :  
Josiane Balasko, Emmanuelle Béart, Maryse Conde, Nicole Notat, Carmen Romero, Simone Veil, Dominique Voynet



## Nouvelles règles de majorité : les partisans de la défense du modèle social européen sont aux commandes

Avec le traité de Nice, il est très facile aux petits pays de s'opposer à des décisions et de constituer des minorités de blocage. À 25, c'est la paralysie assurée. Avec le traité de Nice, ce sont les pays partisans de l'Europe zone de libre-échange qui maîtrisent le jeu. Avec la Constitution, ce sont les partisans de l'Europe puissance et de la défense du modèle social qui sont aux commandes.

**La France voit son poids progresser de 50%**

**Le couple franco-allemand passe de 18 % à 31 % des voix de l'Europe.**

**Le poids des six pays fondateurs passe de 35,9 % des voix à 49,9%**

Les trois grands pays fondateurs - France, Allemagne, Italie - n'ont besoin que d'un pays supplémentaire pour faire barrage à un projet

qu'ils désapprouvent (il faut au moins quatre États pour constituer une minorité de blocage). C'est un bouleversement complet des rapports de force au sein de l'Union notamment face à la Commission. On peut penser à l'examen de certaines directives récentes. Les pays qui refusent la directive Bolkestein passent de 36,9% à 47,2% des voix.

Au total, la constitution c'est plus de poids pour la France, le couple franco-allemand incontournable, la majorité pour les 6 pays fondateurs.

## Traité constitutionnel et Agriculture par François Hollande

**Entre le repli sur soi et une ouverture inconsidérée au grand large des marchés mondiaux, la politique agricole commune, en dépit de ses imperfections, reste le seul instrument de régulation et de protection capable de préserver les spécificités de l'agriculture française.**



Si l'on souhaite, comme les socialistes, infléchir la politique agricole commune pour la rendre :

- meilleure répartition des soutiens,
- plus attentive aux attentes des citoyens : protection de l'environnement, qualité des produits, développement des territoires ruraux,
- plus proche des agriculteurs : moins de bureaucratie, plus de responsabilité,
- plus responsable vis à vis du développement des agricultures des pays en voie de développement,
- plus solide dans les négociations multilatérales : reconnaissance de nos instruments de protection, de l'origine géographique, meilleurs remparts contre la délocalisation des productions...

Il faut un cadre qui permette de mieux prendre en compte à la fois les demandes des agriculteurs et les attentes des citoyens.

### Le traité constitutionnel est un "plus" démocratique

Par le passé, à chaque fois que la France défendait un point de vue qui alliait une volonté de faire progresser l'Union et une réelle prise en compte de la spécificité de notre agriculture, de nombreuses décisions prises ont été bénéfiques.

Est-il nécessaire de rappeler que c'étaient des gouvernements socialistes qui courageusement, sous le feu des critiques de ceux qui appellent à voter non aujourd'hui, ont mené à bien ces nécessaires avancées. Les choix difficiles sont souvent ceux les plus porteurs d'avenir. N'ayons pas la mémoire courte.

Alors si nous voulons peser, influencer, réformer, humaniser notre agricultu-

re, redonner à nos agriculteurs une nouvelle perspective, faire que nos concitoyens consommateurs de produits et d'espace prennent en compte les efforts demandés aux agriculteurs, parler d'une seule voix dans les négociations multilatérales, seul le oui donne à la France cette capacité.

La PAC, qui a été le creuset de l'Union, sous l'impulsion d'un oui exigeant, d'un oui citoyen, d'un oui d'hommes et de femmes attachés à leur métier, à leurs territoires, à leurs produits, peut retrouver son rôle moteur à la fois dans le nouvel espace à 25 et dans la donne mondiale.

### Dire non, c'est fermer les yeux

Le oui ouvre la possibilité d'une politique agricole à la hauteur des enjeux alimentaires, environnementaux, d'équilibres sociaux de notre Planète...

## Un avenir sinon rien !

Pour ou contre le projet de traité constitutionnel ?

Ce débat passionné continuera jusqu'à fin mai. Il y a quelques jours, plus de 80% des citoyens ne l'avaient pas lu. Il arrive actuellement par la Poste, un peu tard, je le conçois, pour l'étudier, mais certaines personnes l'ont déjà lu pour vous et bien sûr, l'ont interprété à leur manière.

Les trompettes médiatiques aidant, la cristallisation de notre mal-être national s'est opérée sur un texte, imparfait sans doute, mais qui, rappelons-le, est une étape de la construction européenne.

Au lendemain du résultat de la consultation, quelle sera notre attitude face aux autres partis de Gauche européens ?

La Gauche est-elle uniquement française ?

Avec à l'ouest, l'Amérique et à l'est, l'Asie, alors l'Europe, quelle identité ?

Pouvons-nous nous permettre de perdre quelques années ? Les délocalisations, les licenciements, les conflits sociaux, le tout dans un marasme ambiant, ne feront pas de pause.

Soyons ambitieux pour le bien de tout le monde. L'Europe n'est-elle pas le moyen juste de réagir, de proposer des solutions pour l'emploi, l'éducation, le social, la culture...

Ouvrons des perspectives, donnons une force à l'Europe pour le meilleur avenir possible.

Jean-Jacques Nevé  
section de Lanester

## Repas républicain

La section de Lorient (canton Nord) organise un repas républicain

**le samedi 21 mai  
à Lorient  
(Maison de quartier  
du Bois du Château)  
à partir de 19h00**

Apéritif offert par le canton Nord,  
suivi d'une choucroute royale  
et dessert

**Uniquement sur inscription** (participation 10€) auprès de :  
Yves Le Hel  
9 rue Jean-Denis Lanjuinais  
56100 Lorient

## Agenda du MJS

**Mardi 17 mai - Lorient**

Réunion publique sur le thème  
**"Quelle Europe  
avec la Constitution ?"**  
Intervenant : **Maxime Picard** -  
Membre des instances  
nationales du MJS  
Taverne du Roi Morvan - 19h30

## MJS Mouvement des Jeunes Socialistes du Morbihan

### Pour nous c'est OUI !

**Michel Orieroux, animateur fédéral du MJS, s'est exprimé à l'occasion de la Fête de la Rose, pour présenter la position de la Fédération morbihannaise, en faveur du Oui au Traité. Voici son discours...**



Michel Orieroux  
Animateur  
fédéral du MJS

avons acté notre oui en toute sérénité.

Notre méthode, c'est la pédagogie. Nous voulons expliquer le texte tel qu'il est, et non tel que certains veulent le lire. Ce sont souvent les mêmes questions ou affirmations qui reviennent, comme par exemple l'idée selon laquelle, si le traité passe, nous serions à la botte de l'OTAN, et donc des Etats-Unis. De même, ce traité remettrait en cause la laïcité, le droit à l'IVG, etc.

Sur les relations avec l'OTAN, le traité constitutionnel spécifie seulement qu'aucune action de l'OTAN ne peut être dirigée contre l'Union et réciproquement. Cet article est identique à celui du traité actuellement en vigueur. Il n'a jamais empêché les Européens d'être autonomes à l'égard de la politique des Etats-Unis. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler l'opposition à la guerre en Irak de la France et de l'Allemagne.

Pour nous, jeunes socialistes du Morbihan, c'est oui !

Notre position s'est construite au terme d'un débat riche, où chacun a pu s'exprimer librement. Nous

Et l'Union Européenne en tant que telle est intervenue de manière autonome au Congo, en Bosnie-Herzégovine ou en Macédoine. De plus, rappelons-nous, en 1954, quand la gauche était divisée sur la Communauté Européenne de Défense, le traité a été rejeté, et les Etats-Unis en ont profité pour imposer leur hégémonie, via l'OTAN.

En ce qui concerne la laïcité, l'article 2-70 de la Constitution, sur la manifestation de ses opinions en public et en privé, est strictement identique à l'article 18 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 et de l'article 9 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme. La jurisprudence de la Cour européenne est très claire à ce sujet : elle a toujours renvoyé cette question aux pratiques et aux lois nationales.

A propos du droit à l'avortement, la charte reprend littéralement le texte de la CEDH, qui n'a jamais entraîné la restriction du droit à l'avortement. Si pareil danger existait, j'ai tendance à penser que cela soulèverait avec raison la colère et la mobilisation des militantes de notre mouvement.

Certains partisans du non disent que voter oui à la Constitution, c'est voter oui à Chirac une seconde fois. C'est évidemment faux, Chirac n'a pas écrit cette constitution. Ce traité est issu d'une convention réunissant parlementaires nationaux et euro-

peens de tous horizons politiques, et représentants de gouvernements. Voter oui ne veut pas dire que l'on approuve la politique de Chirac, bien au contraire. Le réformisme, cela ne consiste pas à croire qu'en un seul "Grand Soir", nous pourrions vaincre l'ensemble des chefs d'Etat conservateurs d'Europe. Le réformisme, cela consiste à engranger toutes les évolutions utiles à nos concitoyens.

Préparons 2007, préparons notre projet sans attendre, car c'est aujourd'hui que nous construisons les victoires de demain. C'est à cette date, pas avant, que nous pourrions en découdre avec Chirac, ou tout autre sous produit de l'UMP.

Le 29 mai 2005, l'enjeu, pour nous jeunes socialistes, c'est de soutenir une Europe qui reconnaît à chaque jeune la possibilité de se former. Mieux, l'Union Européenne fixe des objectifs audacieux en matière d'accès à l'enseignement, à tel point que nous-mêmes n'aurions pas cru cela réaliste. Pour le coup, on ne peut pas dire que la convergence ne se fait pas par le bas. En effet, d'ici 2010, 85% au moins des jeunes d'une classe d'âge doivent être diplômés de l'enseignement supérieur ! Cette Europe est la nôtre, parce qu'elle mise sur sa jeunesse.

Le 29 mai 2005, l'enjeu est européen. Construisons notre avenir, votons oui.

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

**Mercredi 18 mai** - Ploemeur

**Jeudi 19 mai** - Questembert

**Vendredi 20 mai** - Auray

**Samedi 21 mai**

Lorient - Repas républicain

**Lundi 23 mai** - Férel

**Mardi 24 mai** - Le Faouët

**Mercredi 25 mai** - Lorient

Meeting avec François Hollande

## Actualité

### Les mécomptes du lundi

La joyeuse pagaille engendrée par le lundi de Pentecôte travaillé, enfin je devrais dire imposé, comme aux meilleurs temps de la taille et de la gabelle, est en bonne voie de faire un tabac auprès des salariés. Nous pouvons dire que le choix de Raffarin de faire supporter aux seuls travailleurs le poids de la solidarité envers les personnes âgées et handicapées illustre à merveille le peu de cas que, lui et ses amis, font de ceux qui assurent la prospérité de la France. Non que la majorité des salariés soit opposée à une forme de solidarité intergénérationnelle, mais dans le contexte actuel, elle se sent un peu dans le colimateur d'une droite ultra libérale qui ne sait plus quoi faire pour satisfaire la portion la plus nantie de nos compatriotes au détriment des autres. La cacophonie bat donc son plein, y compris dans les rangs de la majorité dont certains de ses responsables commencent à trouver les raffarinades du Premier ministre un tantinet provocatrices. En attendant donc de voir rentrer dans les caisses de l'Etat la nouvelle dîme imposée aux travailleurs, Raffarin s'emploie déjà à dépenser cette future manne en lançant une grande campagne de pub dont le coût s'élève déjà à 3 millions d'euros soit l'équivalent de 120 places médicalisées en moins dans les maisons de retraite. Au lieu de vouloir donner mauvaise conscience à tous ceux qui contestent le bien fondé de cette mesure, le gouvernement serait mieux inspiré de trouver dans son budget le montant des sommes nécessaires pour une augmentation rapide du nombre de places d'accueil dans les établissements destinés aux personnes âgées et handicapées.

Le gouvernement ne devrait pas s'arrêter en si bon chemin, il reste le lundi de pâques, le 1er mai, Noël et le Jour de l'An pour pouvoir couvrir les dépenses engendrées par la création de crèches, la construction d'hôpitaux ou pour s'occuper du fameux trou de la Sécu que les mesures Douste-Blazy seront bien incapables de boucher. Et pourquoi pas l'instauration d'une vignette automobile pour financer les dépenses militaires. Chaque français pourrait être ainsi propriétaire d'un char, d'un avion ou, à condition de se mettre à plusieurs, d'un porte-avions ou d'un missile à têtes multiples. J'arrête là mes divagations car je ne voudrais pas donner de mauvaises idées au gouvernement qui n'a pas besoin de moi pour les avoir.

Le Cormoran

## ACTUALITÉS DE LA FÉDÉRATION

### Retour en images... sur la Fête de la Rose

*Dimanche 1<sup>er</sup> mai, 400 personnes, militants et sympathisants socialistes, se sont réunies sous la halle des Forges à Inzinzac-Lochrist pour ce rendez-vous annuel. L'occasion de venir écouter les différents intervenants venus défendre le Oui au référendum, et de partager un moment convivial et festif.*



Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral



Jean-Yves Le Drian - Président de Région et Député



Elisabeth Guigou entourée de Gwendal Rouillard, Odette Herviaux et Jean-Yves Le Drian



400 militants et sympathisants se sont réunis sous la halle des forges à Inzinzac-Lochrist pour écouter les interventions des défenseurs du Oui au référendum sur le Traité constitutionnel européen.

#### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

### Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 74716 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

#### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php